

Lycées occupés par les flics, jeunes gazés, profs menacés

Après nous, nos enfants ?

Macron a appelé ses troupes à faire preuve « d'humanité »... suite à la bourde de la ministre du travail, qui avait refusé de voter l'allongement à 12 jours du congé parental en cas de décès d'un enfant. Mais ne vous y trompez pas... L'« humanité » de Macron, c'est pour la frime.

Un bac Blanquer... à la sauce Castaner !

Pour un simple départ de feu dans une poubelle lors d'un rassemblement devant leur lycée, 4 lycéens se sont retrouvés en garde à vue toute la nuit, avant d'être déferés au parquet de Paris. Dans les lycées comme ailleurs, le gouvernement, ministre Blanquer en tête, tente de faire passer en force une réforme dont personne ne veut : professeurs comme élèves dénoncent depuis des semaines le flou total dans lequel se déroulent ces épreuves et le stress que cela engendre.

Partout, les manifestants sont unanimes : la colère est forte contre ces épreuves, mais aussi contre l'état de l'éducation, où la suppression de postes et le manque de moyens dégradent les conditions d'étude et augmentent les inégalités.

Alors, la réponse du gouvernement, c'est « l'humanité » en actes. Au lycée Guist'hau de Nantes, les élèves ont été gazés à bout portant. De même à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis, où les épreuves se sont tenues parce que les policiers jouaient aux cow-boys dans les couloirs du lycée. Ministre et recteurs se sont déchaînés, produisant des circulaires menaçantes, exigeant des chefs d'établissements qu'ils sanctionnent à tour de bras, qu'ils ponctionnent les salaires des profs, quitte à être dans l'illégalité, qu'ils menacent les élèves d'un zéro à une épreuve comptant pour 30 % de la note du bac pour les lycéens... Certains directeurs d'établissements s'y sont complaisamment prêtés, croyant sans doute qu'ils dirigent une prison et non un lycée... D'ailleurs, dans certains établissements, à Bordeaux, à Aiguillon, les lycéens ont été confinés,

enfermés, grilles cadenassées, alarmes incendies désactivées par ces proviseurs trop zélés.

E3C. ÉPREUVES PRATIQUES

ET UN PETIT
STAGE DANS LES
PRISONS DE
LA RÉPUBLIQUE !
....



9-02-2020

Au point que Rodrigo Arenas, le président de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves, dénonce la criminalisation des élèves protestataires « punis parce qu'ils se rebellent... c'est délirant », conclut-il.

Malgré tout cela, les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements, et dans plus de 200 les épreuves ont même dû être reportées ou annulées. « Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement » a fini par déclarer Blanquer le 5 février. Sauf qu'à force de tirer sur la corde, le désordre se généralise.

Une brèche dans le mur du mépris ?

Blanquer & Co ont beau dire que les épreuves se déroulent correctement dans l'ensemble, la situation est telle qu'il vient d'annoncer qu'il allait organiser différemment les prochaines épreuves. Ce recul, on le doit à la mobilisation qui a mis sur le devant de la scène le mépris d'une hiérarchie pour ses agents et la volonté d'en découdre collectivement. De quoi donner confiance pour continuer la lutte contre la réforme des retraites.

Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. En témoignent les avocats, les éboueurs de Paris et Marseille, les agents d'Enedis, ceux des centrales nucléaires, et tous les manifestants qui ont participé à la journée du 6 février, faisant remonter les chiffres des manifestations. Avec tous ces foyers de contestation, nous pouvons encore donner des sœurs froides au gouvernement !

Galette au goût amer

Il y a deux semaines plusieurs d'entre nous ont été conviés à l'assemblée annuelle IVCT. Ce qu'on a surtout retenu c'est qu'après nous avoir pressé le citron, les effectifs vont encore baisser comme depuis une dizaine d'année. Et comment pensent-ils trouver des « volontaires » après avoir gratter jusqu'à l'os ? Les chefs nous parlent de se protéger face à l'avenir. Nous ce que l'on constate ce sont les milliards qui coulent à flot chaque années avec des effectifs en constante diminution. Leur seul but est d'assurer le maximum de profit et pour cela ils comptent bien nous faire bosser plus, tout en étant moins nombreux. Et ce n'est pas une part de galette qui nous fera avaler la pilule...

Plan de démotivation et de mal-être

15 groupes de travail et 18 mois de réflexions pour « *apporter de la sérénité aux salariés et (...) offrir des conditions de travail propices au bien-être* » nous annonce fièrement la direction. Au programme ? Télétravail ou TAD en veux-tu en voilà (l'arme absolue pour limiter les interactions sociales), outils collaboratifs en pagaille et « *Mindfulness* » pour supporter les « *nouveaux espaces tertiaires plus modernes, plus collaboratifs et plus flexibles* » (!). On espère que ce jus de cerveau n'aura pas coûté trop cher eu égard à ces piètres conclusions. Mais que la Direction se rassure : la pleine conscience de leur enfumage, on l'a déjà !

Deux poids, deux mesures

Laconique communiqué de presse du Groupe le 25 janvier dernier pour évoquer la gestion de la crise sanitaire qui secoue la Chine. On y évoque certes le rapatriement de Wuhan des 38 Français (employés PSA et leur famille). Les ouvriers chinois (sans précisions sur leur nombre) sont quant à eux laissés entre de bonnes mains, le Groupe travaillant « en totale collaboration avec les autorités chinoises ». Pas vraiment de quoi être rassurés pour eux. Et si on avait un doute sur le fait que nos grands patrons étaient pressés de quitter le marché chinois, le voilà levé...

PSA Total-ement écolo

C'est l'histoire d'un constructeur auto et d'un vendeur de pétrole qui veulent produire des voitures qui ne polluent pas... PSA-Total ont eu ce lundi l'accord de la commission européenne pour produire des batteries de voiture électrique. Ceux qui vendent le diesel, ceux qui vendent les voitures qui polluent avec, et les ministres qui leur lèchent les bottes voudraient se faire passer pour des écolos soucieux de l'avenir de la planète. C'est oublier les pollutions toujours plus massives causées par la production et la

combustion du diesel, sur lesquelles ces deux groupes s'enrichissent.

L'union européenne allonge le pognon pour PSA

Opel a annoncé vendredi dernier l'ouverture d'ici 2023 d'une usine de batteries pour voitures électriques à Kaiserslautern. Dans le même temps, PSA annonce l'ouverture prochaine d'une usine similaire dans les Hauts-de-France. Quel effort d'investissement ! D'autant plus facile à faire qu'il est assuré avec de l'argent public. Sur les 5 milliards d'euros nécessaires pour l'ouverture des deux sites, l'union européenne en assure en effet 3,2. Les gouvernements coupent les aides financières pour les travailleurs, mais ils allongent le pognon pour les patrons.

Michelin veut faire rouler les salariés sur la jante

Fin janvier Michelin a annoncé la fermeture de son site de La Roche sur Yon et au passage le licenciement de 613 ouvriers.

Histoire de se montrer dégueulasse jusqu'au bout la direction du site a exigé des salariés qu'ils ramènent ou remboursent les 4 pneus que la boîte leur cède au prix d'un, en « avantage » nature.

Devant la mauvaise pub et la réaction des salariés la direction a reculé. Mais elle va peut-être les récupérer, en feu devant les grilles de la boîte...

Vouloir récupérer les pneus usés de salariés qu'on s'apprête à licencier... il faut vraiment être rat.

Les battements de cœur de la ministre

À l'Assemblée nationale, il vient d'être proposé d'allonger de cinq à douze jours le congé accordé à la suite du décès d'un enfant. Spontanément, la ministre du Travail, Murielle Pénicaud, s'y est opposée, faisant preuve d'une empathie certaine... pour les employeurs : un congé « payé à 100 % par l'entreprise », vous n'y pensez pas !

Ex-directrice adjointe de Dassault Systèmes, ex-directrice générale des Ressources Humaines du groupe Danone, elle est aujourd'hui ministre du Travail..., pas des travailleurs !

L'argent ruisselle vers le haut

Un bilan de la politique économique et sociale de Macron vient de tomber. En 2019, les 5 % les plus riches verront leurs revenus augmenter de 2905 euros ; quand les 5 % les plus pauvres perdront en moyenne 240 euros. En cause la suppression de l'ISF et la baisse de l'impôt sur les sociétés d'un côté, la réforme de l'assurance chômage et la baisse des allocations logement de l'autre. Macron reprend à son compte la formule « Ils n'en ont pas beaucoup, mais ils sont si nombreux ».